

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 27/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOC EXPLOITATION ETS ANDRE DELORME

4 avenue André Delorme
84000 Avignon

Références : D-0106-2025
Code AIOT : 0006412830

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/02/2025 dans l'établissement SOC EXPLOITATION ETS ANDRE DELORME implanté 4 AVENUE ANDRE DELORME QUARTIER ST JEAN 84000 AVIGNON. L'inspection a été annoncée le 06/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOC EXPLOITATION ETS ANDRE DELORME
- 4 AVENUE ANDRE DELORME QUARTIER ST JEAN 84000 AVIGNON
- Code AIOT : 0006412830
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les Établissements André Delorme exerçaient principalement des activités de stockage de déchets, de récupération et de revente de métaux et de déchets de métaux sur le territoire de la commune d'Avignon, sans bénéficier des autorisations correspondantes.

Le site est implanté en centre-ville, en zone pour partie résidentielle.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Arrêté de suppression du 25/08/2020

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suppression	Arrêté Préfectoral du 25/08/2020, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant (bons de pesée) — Demande d'action corrective (débranchement)	Tous les 2 mois — 2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au jour de la visite, l'Inspection des installations classées a constaté que les opérations de remise en état n'étaient toujours pas finalisées mais avançaient petit à petit.

Considérant :

- les actions réalisées par l'exploitant depuis les dernières visites d'inspection en 2021, 2022 et 2024,
- que les métaux et déchets de métaux restant présents sur le site ne constituent pas un risque de pollution des sols à court terme,

l'Inspection des installations classées propose à M. le Préfet de Vaucluse de ne pas prendre à ce stade de sanctions à l'encontre de l'exploitant. Il est demandé à ce dernier de continuer d'informer l'Inspection tous les deux mois de l'avancée des opérations, notamment en indiquant (et justifiant) la quantité de métaux et déchets de métaux évacués.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suppression

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2020, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Suppression des installations
Prescription contrôlée : Les installations de regroupement et transit de métaux et de déchets de métaux non dangereux (relevant de la rubrique 2713 de la nomenclature des ICPE) et de stockage de déchets (relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des ICPE) sises 4 avenue André Delorme à Avignon exploitées par la société des Établissements André Delorme, également dénommée l'exploitant dans le présent arrêté, dont le siège social est situé au 4 avenue André Delorme à Avignon sont supprimées et remises en état dans un délai de trois mois et dans un état ne portant pas préjudice aux intérêts protégés par le code de l'environnement. Cette remise en état comprend impérativement l'évacuation des déchets présents sur le site.
Constats : Lors de la visite du 14/02/2025, l'Inspection a constaté que :

- sur la parcelle IP20, il demeure encore quelques déchets devant le hangar et l'appentis, situés au Nord de la parcelle ainsi que des déchets en attente d'évacuation dans et devant la benne. Et, il reste toujours des fragments métalliques en nombre au sol comme constaté lors de la précédente inspection,
- l'exploitant a essentiellement évacué la ferraille des parcelles IM 340 - 341 - 271 et 272.
- les autres parcelles (IM 271, 272, 340, 341) ont été nettoyés par endroits (retrait de la ferraille en comparaison de la précédente inspection du 19/02/2024.) mais il reste encore des métaux (déchets métalliques et pièces neuves).

Par ailleurs, l'inspection a rappelé à l'exploitant d'anticiper le débroussaillage de ses terrains qui sont envahis par endroits d'herbes hautes.

M. DELORME a transmis régulièrement par courriel à l'inspection les justificatifs d'évacuation de la ferraille dans des installations de valorisation (factures d'élimination) qui porte depuis la dernière inspection en date du 19/02/2024 à 29,79 tonnes de métaux et déchets métalliques. La dernière évacuation a eu lieu le 30/01/2025 avec 4,58 tonnes traitées chez ROSSI RÉCUPÉRATION à Monteux (facture n° 20136171 du 30/01/2025). La prochaine évacuation est programmée pour fin mars 2025.

L'exploitant qui ne dispose toujours pas de ressources suffisantes pour réaliser rapidement la remise en état des terrains, effectue néanmoins les évacuations même si c'est à rythme lent.

De plus, l'exploitant a précisé à l'inspection qu'une promesse de vente a été signée avec Vinci Immobilier pour l'achat de ses terrains. Selon l'exploitant, Vinci Immobilier est actuellement en discussion avec la mairie pour connaître les possibilités d'aménagement et il a prévu d'effectuer une nouvelle étude de sols.

L'inspection a rappelé à l'exploitant de la tenir informée dès que la vente aurait lieu afin de poursuivre la procédure de cessation en bonne et due forme. L'exploitant devrait avoir des éléments de réponse de la part de Vinci Immobilier d'ici fin mai à début juin 2025. En attendant, M. DELORME poursuit les évacuations conformément à ses engagements avec l'Inspection.

Aussi, comme à la précédente inspection en date du 19/02/2024, considérant :

- les actions réalisées par l'exploitant depuis les 3 dernières visites d'inspection en 2021, 2022 et 2024,
- que les métaux et déchets de métaux restant présents sur le site ne constituent pas un risque de pollution des sols à court terme,

l'Inspection des installations classées propose à M. le Préfet de Vaucluse de ne pas prendre à ce stade de sanctions à l'encontre de l'exploitant. Il est demandé à ce dernier de continuer d'informer l'Inspection tous les deux mois de l'avancée des opérations d'évacuation des déchets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- **prévoir un débroussaillage des parcelles très enherbées avant la saison estivale,**
- **continuer d'informer l'Inspection tous les deux mois de l'avancée des opérations, notamment en indiquant (et justifiant) la quantité de métaux et déchets de métaux évacués.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant / Action corrective

Proposition de délais : tous les 2 mois / sous 2 mois